



*Les grands embrasements naissent de petites étincelles. Richelieu*

---

**semaine 50 - 2018**

**Du 10 au 16/12**

---

*Un jour viendra où les Français ne seront plus côte à côte, mais face à face*

**Gérard Collomb, maire de Lyon**

*La rue n'est pas la foule, qui n'est pas la majorité, qui n'est pas le peuple*

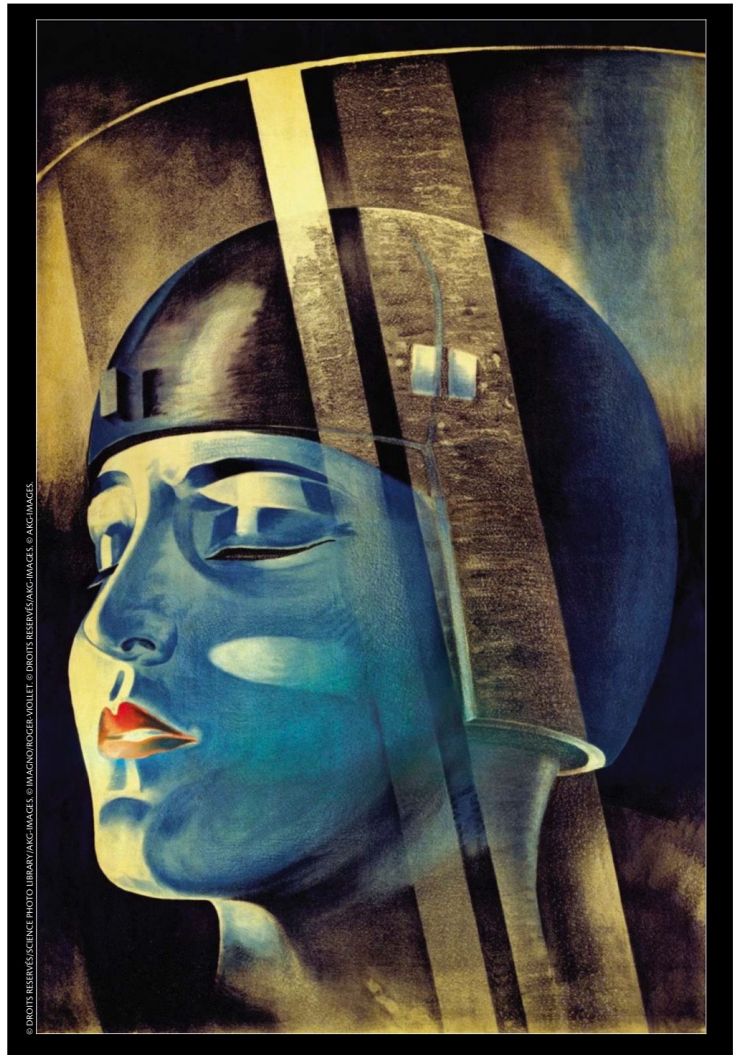
**Jean-Marc Vittori, Les Echos**

*Ca me tord le bide de voir des jeunes, en France, en 2018, à genoux avec les mains sur la tête*

**Gabriel Attal, secrétaire d'Etat**

*Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter*

**Emmanuel Macron**



### Du jaune

Alors qu'en Chine, le jaune, associé à la richesse, au pouvoir, était réservé à l'empereur, en Europe, et depuis longtemps déjà, cette couleur, en opposition à l'or, le "bon jaune", est majoritairement associée au mensonge, à la trahison et l'hypocrisie, au vieillissement, au déclin, voire à la moisissure ou à la pourriture. Pourtant, le jaune est ambivalent, comme toutes les couleurs. Il a aussi des aspects positifs liés à la chaleur, la lumière, le soleil, la prospérité.

*Michel Pastoureau, historien médiéviste, grand spécialiste des couleurs*

Au lendemain de la nouvelle mobilisation à Paris et sur tout le territoire, de nombreux manifestants appellent déjà, sur les réseaux sociaux, à battre de nouveau le pavé, sans attendre les annonces « fortes » prévues par Emmanuel Macron.

Manifestations des Gilets jaunes samedi 8/12 dans toute la France. S'il est difficile d'évaluer le nombre de participants, la police avance près de 1 723 interpellations dans tout le pays dont plus de 1220 gardes à vue, 264 blessés dont 39 policiers. Paris et les villes de province sont toutes concernées par ce mouvement de ras-le-bol.

Comme un bonheur n'arrive jamais seul, Castaner n'a rien trouvé de mieux à dire que le mouvement des Gilets jaunes est « *un monstre qui a échappé à ses géniteurs* ». Une chose est sûre, l'anomalie du ministère, c'est lui.

Hubert Védrine évoque « *la surprise, l'incompréhension et les interrogations* » des interlocuteurs européens et américains qu'il a rencontrés à Washington à propos du mouvement social et de la politique d'Emmanuel Macron. Hubert Védrine représentait la France, à la demande de l'Élysée, aux obsèques de l'ex-président George H. W. Bush.

Rêve de jeune fille. Il y a plusieurs semaines, avant la révolte des Gilets jaunes, l'ancien président, Nicolas Sarkozy, a confié à l'un des nombreux élus qui défilent dans son bureau : « Carla me dit : *Nicolas, j'espère que tu vas rester sage. Mais vous avez vu la situation ? Je ne vais pas avoir le choix, je vais peut-être être obligé de revenir...* » Pitié !

Laurent Berger, le patron de la CFDT, et Geoffroy Roux de Bézieux, qui dirige le Medef, se parlent tous les jours depuis la crise des Gilets jaunes. Ils cherchent ensemble des solutions à apporter au chef de l'Etat. Surtout, ils estiment que leur rôle de corps intermédiaire de la société française n'a d'intérêt que s'ils arrivent à parler d'une même voix dans une crise sociale aussi importante que celle que nous vivons depuis quelques semaines.

Écoute par près de 23 millions de téléspectateurs, lundi soir, Emmanuel Macron n'avait pas le droit à l'erreur et se devait de convaincre un maximum de Français. Selon le sondage Odoxa pour *Le Figaro* et *Franceinfo*, le résultat de son allocution est mitigé : 59% des Français n'ont pas été convaincus par le président.

S'il fallait une preuve supplémentaire de la collusion des syndicats avec le pouvoir, la CGT en offrirait un parfait exemple en rechignant à soutenir les gilets jaunes. Mais tel n'est pas l'avis

de la base qui rue dans les brancards. « *On continue à faire des journées isolées et des manifs planplan* », estime un syndiqué.

## Elysée

---

Et Macron vint ! Le président a fini par sortir de son mutisme pour accoucher d'une souris. Ou pour être précis, d'un minima social. Ce qui confirme qu'il n'a rien compris au film. Il y a de fortes chances pour que « le combat continue ».

Macron a commencé son bla bla télévisuel – en différé - par une longue dénonciation de la violence, dénonçant l'extrême droite et gauche et la désignation sans les nommer de Mélenchon et de Marine Le Pen, comme si la République était en danger. Propos dont tout le monde se fout, personne ne justifiant la violence, sauf que celle-ci est inhérente à toute manifestation de ce genre et que, ô paradoxe, sans cette violence, l'Etat serait resté sourd.

Macron donc, a décrété « *l'état d'urgence économique et sociale* » : une hausse du Smic de 100 €, la défiscalisation des heures supplémentaires et l'exonération des charges sociales sur celles-ci et une prime de fin d'année défiscalisée, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités gagnant moins de 2 000 €. Une curieuse injustice. Coût : plus de 10 Mds€

Le chef de l'Etat n'a pas offert le scalp de l'ISF aux Gilets jaunes. Pas plus qu'il n'a renoncé à la réforme de l'assurance chômage ou des retraites. Bref, la refonte de la fiscalité n'est pas à l'ordre du jour. Autre effet d'annonce, la promesse de la prise en compte du vote blanc (aucun intérêt) et d'aborder enfin le problème de l'immigration.

Selon *le Canard enchaîné*, Edouard Philippe, qui a fêté son anniversaire le soir de l'acte III des manifestations, aurait été qualifié de « *branleur* » par le président. On comprend mieux pourquoi il est sourd à la colère des Français.

Une centaine de grands patrons et représentants patronaux ont répondu mercredi 12/12 dans l'après-midi à l'appel d'Emmanuel Macron. Pas d'annonces tonitruantes à la sortie de cette réunion, mais le sentiment, pour les chefs d'entreprise, que le moment est grave. « *Pendant très longtemps, les chefs d'entreprise essayaient de trouver des solutions mais n'étaient pas écoutés* », a constaté un grand patron à sa sortie du claque élyséen.

Ce n'est pas une mauvaise blague, ni une fake news. La France a bel et bien décidé d'octroyer au Tchad un budget de 40 millions d'euros pour payer les salaires et les retraites des fonctionnaires, a indiqué l'Agence française de développement (AFD). Un même montant de 50 millions d'euros avait déjà été accordé au Tchad en 2017 avec les mêmes objectifs. Mais le Tchad possède de l'uranium dont nos centrales ont besoin.

Le cahier des charges de la grande consultation promise par Macron du 15/12 au 1<sup>er</sup>/03/19 portera sur : la transition écologique, la fiscalité, les services publics, l'évolution du débat démocratique et enfin l'immigration. A peine dévoilé, le document fait l'effet d'une bombe dans la majorité. Surtout le thème de l'immigration.

Notamment auprès de tous les mous du cerveau comme la CDFDT : « *La CDFDT s'oppose à ce que "immigration et identité profonde", pourtant sans lien avec la crise actuelle, fasse partie des cinq thèmes de discussion. C'est incompréhensible et dangereux alors que l'enjeu est clairement la justice sociale !* », affirme Laurent Berger. Même son de cloche chez les cloches de la CGT.

## Gouvernement

---

« *J'ai découvert les mesures devant la télévision* », « *voyez avec Matignon, ils doivent savoir* » : les réactions entendues dans les allées du pouvoir mardi 11/12 disaient assez bien les turbulences traversées par l'exécutif, obligé de revoir de fond en comble sa stratégie budgétaire en à peine quelques jours.

Les syndicats ont été reçus vendredi 7/12 par plusieurs membres du gouvernement dans les salons où furent négociés les accords de Grenelle en 1968. Petit rappel de ces fameux accords : augmentation de 35% du Smic et un relèvement des salaires de 14%. Petit détail qui tue : contrairement à aujourd'hui, les caisses de l'Etat étaient pleines !

Voilà donc les organisations de salariés de nouveau au premier plan, après avoir été tenues à distance depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Les leaders de sept centrales, dont la CFDT et la CGT, ont, en effet, signé une déclaration commune dans laquelle ils « *dénoncent toute forme de violence dans l'expression des revendications* ». Les syndicats ont toujours été de parfaits collabos du pouvoir et du patronat !

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Bruno Le Maire, et le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, se sont déclarés favorables à une prime exceptionnelle de fin d'année défiscalisée, versée par les entreprises à leurs salariés.

Agnès Buzyn a réalisé un sans-faute. Alors que le gouvernement est empêtré avec le projet de loi finances (PLF), qui comprend les mesures sur les carburants, son projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été voté en début de semaine sans même que l'on en entende parler.

Silence radio. Avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, Florence Parly a inauguré le premier salon de l'armement organisé au Caire où sont représentées 400 entreprises. Or, la coopération militaire s'est renforcée entre Paris et Le Caire depuis 2014.

Réforme de la justice, ça passe pas. Alors que le texte est toujours examiné au Parlement, c'est toute la maison justice, partout en France, qui est en grève, mercredi 12/12 à l'appel unitaire du Syndicat de la magistrature (SM), du Conseil national des barreaux et du Syndicat des avocats de France.

*«En l'état, ce texte mené au pas de charge et sans aucune concertation véritable ne vise pas à améliorer la qualité du service rendu aux justiciables et les conditions de travail des personnels, mais bien à faire des économies sur leur dos», écrit le SM.*

L'examen du projet de réforme de la justice, retardé à plusieurs reprises depuis son arrivée à l'Assemblée le mois dernier, a été retiré de l'ordre du jour sans précision sur une date de reprise des débats. Les oppositions s'étaient insurgées contre l'examen « tronçonné » d'un texte qui avait débuté le 19 novembre et devait à l'origine ne durer qu'une semaine. Avant la suspension, les députés avaient eu le temps de voter l'une des mesures controversées, sur la fusion des tribunaux d'instance (TI) et de grande instance (TGI).

Le premier ministre, Edouard Philippe est monté au créneau à l'Assemblée pour défendre les mesures annoncées par le président. «*Nous voulons aller plus vite, nous voulons aller plus fort, c'est le sens des mesures annoncées par le président de la République hier, qui visent à favoriser le travail, à faire en sorte que le travail paie*». Que dire d'autres !



## Institutions

---

De nombreuses communes rurales ont ouvert leurs portes samedi 8/12, à l'appel de l'Association des maires ruraux de France (AMRF). L'objectif : que chacun, Gilet jaune ou non, puisse venir exprimer son ras-le-bol, ses craintes, ses attentes... Le tout, écrit noir sur blanc dans des cahiers de doléances spécialement mis à disposition et qui ont vocation à être transmis aux députés et aux préfetures.

Au culot ! La sénatrice Nathalie Goulet a déposé en 2017 une proposition de loi visant à sanctionner les « fakes news » ou fausses nouvelles. Sauf qu'elle était mandatée et surtout rémunérée – 50 000 € - par un cabinet spécialisé sur le droit numérique pour 10 mois de collaboration. Au final, personne n'est d'accord sur le sujet.

M. Yann Wehring, conseiller de Paris, conseiller régional d'Ile-de-France, secrétaire général, porte-parole du MoDem, a été nommé en Conseil des ministres et à compter du 10 décembre ambassadeur délégué à l'environnement.

Les Républicains ont demandé au gouvernement d'organiser au Parlement un débat concernant le pacte de l'ONU sur les migrations qui contient, selon la députée du Doubs Annie Genevard, secrétaire générale, de « nombreuses mesures contestables ».

Domages collatéraux. Les collaborateurs de députés ont manifesté à leur tour leur ras-le-bol de leurs conditions de travail et réclamé « justice et équité ». On ne compte plus les fins de contrats anticipées, les burn-out ou les cas de harcèlement moral, souligne une intersyndicale.

Gilbert-Luc Devinaz, 65 ans, adjoint au maire (PS) de Villeurbanne, retrouve son siège de sénateur du Rhône à la suite de la réélection de Gérard Collomb à la mairie de Lyon.

2018 s'annonçait comme une année record pour les hôteliers parisiens. Les parlementaires ont donc suggéré d'ajouter une surtaxe de 15% à la taxe de séjour prélevée en Ile-de-France pour financer les dépenses liées au futur métro du Grand Paris. Vinrent alors les gilets jaunes.

Grand nettoyage à France Télévisions en 2019, dixit Delphine Ernotte. Aucun chiffre sur le nombre de départs n'a encore été donné par la direction de France Télévisions, qui comptait environ 9 800 permanents en 2017. Il serait question d'une purge de 20% des effectifs. Avec l'idée derrière la tête d'embaucher des collaborateurs non permanents, notamment des jeunes « numérisés ». Cette boutique est un panier de crabes.

Le député UDI du Loir-et-Cher, Maurice Leroy, ancien ministre de la Ville, a annoncé sa décision de démissionner de l'Assemblée et de se retirer de la vie politique nationale. Une annonce faite devant les membres du conseil départemental de Loir-et-Cher qui venaient de l'élire vice-président chargé du tourisme.

## Divers

---

Bonne nouvelle pour les automobilistes ? Sur les 4.500 radars automatiques installés, 2.250 seraient aujourd'hui inutilisables. Un chiffre que la Délégation à la sécurité routière (DSR) refuse de confirmer. En 2016, le coût des accidents de la route a représenté 2,2 % du PIB et l'Etat a déboursé 38,3 milliards d'euros à cause des accidents corporels.

Au rang des imbécilités entendus à la téléloche, celle-ci, émanant d'un pseudo historien (sur BFMTV), un certain Sylvain Boulouque et concernant les casseurs : « « On voit un drapeau

*avec des fleurs de lys, qui illustre la monarchie et la volonté d'un retour du roi ». Sauf qu'il s'agissait du drapeau de la Picardie, dont la fleur de lys symbolise la proximité avec l'Île-de-France...*

Alain Papiasse, 63 ans, président de BNP Paribas Corporate and Institutional Banking, est nommé président de la French-American Foundation France. Il succède à Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, qui est nommé président d'honneur de la French-American Foundation France. Il est aussi le représentant de la direction générale de BNP Paribas en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne depuis 2014.

Le rétropadalage de l'acteur et humoriste Franck Dubosc dans son soutien aux gilets jaunes s'explique par son engagement en faveur de l'Appel national pour la Tsedaka (campagne de dons) du Fonds social juif unifié.

## **Tambouille macronésienne**

---

Pour mettre fin au désordre des gilets jaunes, Emmanuel Macron a décidé de lancer une grande concertation nationale autour de cinq thèmes : transition écologique, fiscalité, services publics, démocratie et immigration.

*Le thème de l'immigration sélectionné par Macron himself, crée la zizanie au sein de LREM. En coulisses, certains élus LaREM déploraient un « lobbying intense des (députés LaREM) Bisounours qui censurent un thème pourtant au cœur des préoccupations des Français et des "gilets jaunes" ». Un clivage qui va révéler les fractures entre francs-maçons et les autres.*

*Le président l'a voulu, Matignon s'y refuse. Et devant les maires de l'association Villes de France, le premier ministre n'énonce dans son discours que les quatre premiers thèmes. Sur le site Internet du gouvernement le thème de l'immigration a été sucr.*

De nombreux élus LREM ont été pris à partie par les gilets jaunes. Le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, a mis en place un dispositif spécial pour « écouter les députés fragilisés par des dégradations à leur domicile ou à leur permanence, et recueillir leurs attentes sur le discours du président de la République ». En tout, environ 200 députés LREM et MoDem ont été contactés.

Selon plusieurs participants, la réunion de groupe à l'Assemblée s'est transformée en « vrai boxon », mardi matin. Plusieurs députés se sont exprimés pour déplorer un « manque d'écoute » de la part de l'exécutif. La députée des Yvelines, Natalia Pouzyreff, a notamment regretté que des maires Républicains de son département aient été reçus à l'Élysée alors que les députés n'ont pas été consultés.

L'ancien ministre de l'agriculture, Stéphanne Travert, passé avec armes et bagages du PS à LREM n'est pas tendre avec ses potes d'hier qui représentent à ses yeux une « famille de poissons rouges », puisqu'ils ont « perdu la mémoire ». « Ils ont perdu leur boussole, et pour longtemps », critique-t-il, fustigeant « l'irresponsabilité des oppositions qui ne grandissent pas le débat ».

Chez les macronistes, la cote d'Edouard Philippe est au plus bas. Chacun se rappelle qu'il n'est pas encarté. « Il vient de la droite et il y est resté » entend-on. Quant à Alexis Kohler (secrétaire général de l'Élysée), « il est l'incarnation de la technocratie colin froid ». La tempête passée, « ces deux-là devront sauter ». Amen !

Bien énigmatique toute de Jean-Michel Blanquer, le gugusse de l'Education nationale : « *Il y a des responsables de toutes tendances qui ont un amour de la France et un sens de l'intérêt général et prônent le calme et le dialogue. Et il y a les autres* ». C'est qui les autres ?

## Droite

---

« *Je ne comprends pas pourquoi cela ne marche pas avec Laurent Wauquiez.* » Cet ancien ministre LR se sent perdu. Alors il s'interroge, désespéré : « *Laurent fait partie du top dix des personnes les plus intelligentes et du top dix des personnes les plus cultivées que je connaisse. Alors, où est son talon d'Achille ?* »

Il faut dire que le président des Républicains n'arrive toujours pas à s'imposer comme une alternative à Emmanuel Macron : les mauvais sondages s'enchaînent et le leader de la droite est devancé par ses potentiels adversaires Valérie Pécresse et Xavier Bertrand.

Pour Nicolas Dupont-Aignan, le sort d'Édouard Philippe est scellé. « *Au mieux, il tiendra jusqu'aux européennes* », dit-il. Selon lui, Macron nommera Bayrou à Matignon : « *Il dépensera de l'argent, il cherchera des compromis mous, le quinquennat sera fini.* »

L'ancien ministre Jean Leonetti, maire d'Antibes depuis 1995, vice-président délégué de LR, président du conseil national de cette formation, ancien député des Alpes-Maritimes, longtemps pressenti pour conduire la liste LR lors des prochaines élections européennes, a annoncé qu'il ne sera pas candidat à ce scrutin.

Rachida Dati, maire du 7<sup>ème</sup> arrondissement n'a jamais la langue dans sa poche : « *Non, M. Philippe, la France ne sera pas le Kursk ! Les Français ne laisseront pas vos mesures les noyer. Les élus locaux ne peuvent plus être laissés seuls en première ligne à tenter d'éviter encore plus de fracture.* »

Laurent Wauquiez pris en flagrant délit de mensonge. Invité de l'émission de télé *Les 4 Vérités*, animée par Catherine Roux, Wauquiez a déclaré n'avoir jamais porté de gilet jaune. Erreur, le 24 novembre au Puy-en-Velay, il en portait un à leur contact. Franchement minable ! Faut dire qu'avec sa tronche d'imbécile heureux...

« *J'ai toujours soutenu ce mouvement, je comprends la colère, mais le plus important, aujourd'hui, c'est de ne pas laisser le pays plonger dans l'abîme* », expose le président de LR, Laurent Wauquiez, dont le parti appelle les gilets jaunes à cesser le mouvement. T'as tout compris, Marcel !

Guillaume Peltier, le 1<sup>er</sup> vice-président de LR, s'est, lui, rapidement réjoui des annonces du chef de l'État, y voyant « *une victoire pour la France du travail et les classes moyennes* ». « *Ses démarches solitaires vont finir par poser problème* », prévient l'entourage de Laurent Wauquiez dans ce qui s'apparente à un rappel à l'ordre.

La brouille est consommée entre Thierry Mariani et Laurent Wauquiez. Lors de leur dernier entretien, Mariani a reproché à Wauquiez de ne pas le faire figurer au bureau politique. Réponse de Wauquiez : « *J'ai pensé à toi pour figurer sur la liste des candidats qui seront élus aux législatives à la proportionnelle en 2027* ».

## Gauche

---

Pour le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, « *Hollande a un problème de réparation de son ego* : « *Il a réussi avec son livre à croire que les Français l'aimaient à nouveau. Mais un livre ne suffit pas pour revenir en politique.* »

Le Parti socialiste a décidé de reporter une nouvelle fois l'inauguration de son nouveau siège à Ivry-sur-Seine, prévue le 15 décembre, ne souhaitant pas donner l'impression de « faire la fête » quand les gilets jaunes manifestent pour leurs fins de mois.

La tête de liste pour les européennes chez les Insoumis n'est autre que Manon Aubry, 29 ans, jusqu'à ce jour porte-parole d'Oxfam mais surtout une spécialiste de la lutte contre l'évasion fiscale. Elle n'a rien à voir avec Martine.

Après plusieurs années passées entre le Liberia, le Congo et la France dans l'humanitaire, elle s'engage officiellement en politique. Elle est coauteur d'une étude *Banques en exil, comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux*. Parcours classique : Sciences-po, Unef. [Rapport](#)

Le groupe socialiste, indispensable pour atteindre le seuil de députés exigé pour une telle procédure, a finalement accepté « à l'unanimité » de se joindre aux Insoumis et aux communistes pour le dépôt d'une motion de censure. Qui finira aux oubliettes ! C'est fait.

Ah, les toutites de Méchancon. Un des derniers en date : « *On nous dit qu'il faut un retour à la normale. C'est quoi la normale ? c'est 9 millions de pauvres dans notre pays, la normale* ».

Roule ma poule ! La porte-parole de Lutte ouvrière, Nathalie Arhaud, a annoncé qu'elle mènera la liste « autonome » que présentera son parti aux élections européennes du 26 mai 2019, LO refuse ainsi la liste commune souhaitée par le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Y en a qui roule au 40 degrés d'alcool, elle c'est au 0,1% d'électeurs.

## Société

---

La CFDT est devenue le premier syndicat du pays, secteurs privé et public confondus, à l'issue de la publication des premiers résultats des élections parmi les 5,2 millions d'agents de fonction publique appelés à voter. La CGT est détrônée alors qu'elle dominait le « marché » depuis sa création en 1895. Ca change quoi, chef ? Rien.

Le parquet de Paris a encore revu à la hausse le nombre d'audiences de comparution immédiate à tenir pour faire face au nombre record d'interpellations dans la capitale (1400), qui ont abouti à un millier de gardes à vue, à l'issue de la quatrième manifestation des "gilets jaunes".

La totalité des diocèses de France dispose d'un prêtre exorciste, missionné par l'évêque. Celui d'Orléans reçoit, en moyenne, deux personnes chaque jour. Le père Emmanuel Coquet, secrétaire général adjoint de la conférence épiscopale, déclare : « *Bien que nous ne tenions pas de statistiques, il y a dans les diocèses une tendance réelle à une augmentation des prises de contact de personnes en souffrance, qui s'adressent à un prêtre exorciste* ».

Mettre la formation au service du développement économique dans les bassins d'emploi éloignés des métropoles : c'est toute l'ambition du projet CNAM cœur des territoires du Conservatoire national des arts et métiers. Un chantier pleinement d'actualité en pleine crise des « gilets jaunes ».

Ils irrigueront des bassins d'emploi de 30.000 à 100.000 personnes, tous éloignés d'un centre CNAM régional ou d'une autre structure de formation, et marqués par la prégnance de jeunes décrocheurs ou de chômeurs de longue durée.

La moitié des candidates retenues pour le concours de miss France 2019 ont des origines africaines.



Quel que soit leur profil, les Françaises font moins de bébés. L'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,92 enfant par femme en 2016, relève une étude de l'Insee. Cette baisse de la fécondité concerne tous les âges mais touche plus fortement les femmes de moins de 35 ans depuis 2015.

La fécondité des femmes immigrées reste en revanche stable avec environ 2,7 enfants par femme entre 2015 et 2016 soit un niveau comparable à celui des années 2012 à 2014. On s'en doutait un peu, mais sur quelles bases, d'ailleurs, l'Insee arrive à séparer les Gauloises des pondeuses ethniques extra-européennes ?

## Faits divers

---

Carlos Ghosn, toujours patron de Renault et encabanné au Japon pour fraude fiscale vient de voir sa garde à vue prolongée. Cette garde à vue peut durer vingt-deux jours supplémentaires. Autant dire que le patron à la triple nationalité française, brésilienne et libanaise risque de passer les fêtes de fin d'année en prison.

Rock'n'roll ! Elles s'offraient des « road-trips » dans les casinos de Las Vegas. Deux religieuses américaines, respectivement directrice et enseignante dans une école catholique près de Los Angeles, ont reconnu avoir volé, pendant plus de quinze ans, dans la caisse de l'établissement pour financer leurs virées.

Ces détournements de chèques destinés à l'école pourraient, selon l'archevêché de Los Angeles, atteindre la somme de 500.000 dollars. « *Nous savons qu'elles avaient l'habitude de partir en voyage, et d'aller au casino. Le fait est qu'elles utilisaient le compte (de l'école) comme leur compte personnel* », a résumé un enquêteur.

Alors que les musées et nombre de théâtres parisiens étaient fermés en raison des manifestations de « gilets jaunes », les courses hippiques, samedi 8 décembre, se sont déroulées normalement à Vincennes. On peut en déduire que le PMU est le dernier rempart de la République.

La cour d'appel de Paris a condamné l'essayiste d'extrême droite Alain Soral à 4.000 euros d'amende pour diffamation, pour avoir publié et mis en vente sur son site une affiche visant les juifs, mais l'a relaxé s'agissant du délit de négationnisme.

## Immigration

---

L'ONU a validé lundi 10/12 le Pacte sur les migrations, à Marrakech. Une cérémonie minimaliste, sans vote, en présence officiellement de 160 délégations (le site de la conférence ne listait toutefois que 115 pays représentés sur 193 membres de l'ONU). Un pacte dénoncé par une quinzaine de pays dont les USA et de nombreux pays européens.

Selon le *Muslim Post*, le président de la Fondation de l'islam de France et ancien ministre Jean-Pierre Chevènement aurait fait part de son souhait « *qu'un renouvellement s'opère à la tête de la Fondation* », exprimant notamment le vœu qu'elle soit « *présidée par un citoyen français de confession musulmane* ». Proche du chef de l'Etat, Hakim El Karoui pourrait lui succéder.

Rappelons que Hakim Karoui a été associé-gérant de Volentia, senior advisor chez Roland Berger Strategy, créateur du club XXIème siècle et des Young Mediterranean Leaders, ancien directeur de Rothschild et Cie, ancien collaborateur de MM. Thierry Breton au ministère de l'Economie et des Finances et Jean-Pierre Raffarin à Matignon.

D'ici 2019, près de 450 détenus considérés comme « radicalisés » auront terminé de purger leur peine et devraient sortir de prison, dont une cinquantaine connue pour des « faits de terrorisme. » Le chiffre a été révélé mercredi 12/12 par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, interviewée sur RMC/ BFMTV.

La Cour de cassation a annulé la condamnation de Cédric Herrou et d'un autre militant de la vallée de la Roya, condamnés en appel pour avoir porté assistance à des migrants. Une première décision depuis la consécration du principe de fraternité dans la loi française.

Le tribunal correctionnel de Gap (Hautes-Alpes) a prononcé des peines allant jusqu'à quatre mois de prison ferme à l'encontre de sept militants suspectés d'avoir aidé des migrants à entrer en France au printemps.

L'assassin du marché de Strasbourg est un maghrébin. Encore un. En tirant dans la foule et en poignardant aveuglément mardi soir 11/12 aux cris de « Allahou akbar », Cherif Chekatt, 29 ans, a fait 4 morts et 13 blessés dont un en état de mort cérébrale et deux avec un pronostic vital engagé.

Il a finalement été abattu dans le quartier du Neudorf, par trois policiers, dont une femme, de la brigade spécialisée de terrains. Reconnu, Cherif Chekatt a ouvert le feu et les policiers ont riposté par un tir de pistolet-mitrailleur. Il a été accueilli par 72 vierges au paradis d'Allah ! Le Castaner, il est content !

## Ecologie/ Sciences

---

Dans une quasi-indifférence les oiseaux des campagnes disparaissent. Mais un silence assourdissant accompagne également l'effondrement des populations d'oiseaux marins. Dans un cas, les pesticides et la chute du nombre des insectes en sont la cause première, dans l'autre la concurrence féroce que représente la pêche industrielle.

La consommation moyenne annuelle de nourriture des oiseaux a diminué de 70 à 57 millions de tonnes entre ces deux périodes, 1970/1989 et 1990/2010, tandis que la capture annuelle moyenne des petites proies des oiseaux (petits poissons pélagiques, calamars, krill...) par les pêcheries est passée de 59 à 65 millions de tonnes au cours des mêmes périodes, souligne une étude parue dans *Current Biology* par l'ornithologue David Grémillet.

Deux babouins ont vécu plus de six mois avec un cœur de porc, ce qui représente la plus longue survie jamais enregistrée après une xénogreffe, une greffe où le donneur et le receveur ne sont pas de la même espèce. Le précédent record était de seulement 57 jours.

Pour y parvenir, l'équipe scientifique, composée de chercheurs allemands, suisses et suédois, a mis au point un procédé unique, combinant la modification de l'ADN des porcs avec de nouvelles techniques de transplantation.

Deux chercheurs de l'université d'Helsinki, en Finlande, viennent de mettre au point un vaccin inédit, nommé PrimeBEE, permettant aux abeilles de lutter contre la maladie mortelle de la loque américaine, qui contamine les larves via des bactéries infectant leur nourriture. Le sérum est simplement injecté dans un morceau de sucre, dont raffole la reine de la ruche.

Comme l'espèce ne dispose pas d'anticorps, contrairement à l'homme, ce vaccin fonctionne autrement : il se fixe sur une de ses protéines naturelles, la vitellogénine. La reine la transmet alors à la génération suivante, vaccinant la colonie.

## Economie

---

L'OCDE a publié une étude sur le poids des prélèvements obligatoires dans l'ensemble des 36 pays de l'organisation. Or, selon ce document, la France arrive en première place des pays où la pression fiscale est la plus forte, passant devant le Danemark pour la première fois. Alors que le taux moyen est de 32/34% du PIB, il est de 46,2% en France.

En France, comme dans d'autres pays européens, les crises de 1973 et 2008 ont été suivies par de fortes hausses des prélèvements obligatoires. Après avoir vu fondre les recettes fiscales sous l'effet de la récession, les gouvernements ont dû augmenter les impôts pour préserver des modèles sociaux généreux et renflouer les caisses publiques.

Les centres commerciaux ont connu samedi leur « pire journée » depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, avec un recul de 17 % de leur fréquentation, a annoncé le Conseil national des centres commerciaux (CNCC). La fréquentation avait reculé de 14,3 % le samedi 24 novembre et de 12,7 % le 1<sup>er</sup> décembre, comparé aux mêmes dates un an plus tôt. Seul le e-commerce semble tirer son épingle du jeu.

Le mouvement des "gilets jaunes" va pénaliser l'économie française et ralentir la croissance en cette fin d'année 2018. La Banque de France a divisé par deux hier sa prévision de croissance pour le quatrième trimestre. Elle table désormais sur 0,2 % de croissance, contre 0,4 % précédemment.

Logique capitaliste. LVMH étend son territoire à Venise. Après avoir transformé la poste centrale en grand magasin duty-free, le groupe s'apprête à mettre la main sur deux autres institutions touristiques de la cité des Doges : l'hôtel Cipriani et le train Venise-Simplon-Orient-Express qui dessert la ville depuis Londres.

## Culture / médias

---

Le gouvernement vient de supprimer trois taxes sur la publicité, télé et radio qui rapportaient 50 millions d'euros à l'Etat. TF1 a été très actif en coulisses en faisant valoir la distorsion de concurrence avec Netflix.

Ca coince au *Point*. Grand reporter en charge de l'investigation, Stéphane Sellami quitte l'hebdomadaire *Le Point* un peu plus d'un an seulement après son arrivée. Tugdual Denis est quant à lui retourné à *Valeurs actuelles* et Clément Lacombe, en charge de l'économie, au *Nouvel Obs*.

Mireille Mathieu sort un nouveau disque dédié à la musique classique. Cella que la presse a prise, voir prend toujours, pour une nunuche – pour ne pas dire conne – s'en tape, surtout à 72 ans. Au compteur elle aligne 200 millions de disques vendus. Autant qu'Elton John ! Ils sont loin nos chanteurs nasillards amis des bobos et autres tocards rappeurs !

Racheté par Jean Viançon-Ponté à la rentrée, le mensuel royaliste *Politique magazine* continuera à voir sa rédaction dirigée par Hilaire de Crémiers. Jean Viançon-Ponté était jusqu'en début d'année 2018 président de l'Union de la presse régionale (Upreg).

*L'Opinion*, le quotidien de Nicolas Beytout, ancien directeur de la rédaction du Figaro et des Echos, est réalisé en Web First depuis deux ans et bénéficie d'un portefeuille de 35 000 abonnés.

L'historien Éric Roussel, auteur de nombreuses biographies de figures contemporaines, telles que Mendès France, Mitterrand ou récemment Valéry Giscard d'Estaing, a été élu lundi 10/12 à l'Académie des sciences morales et politiques par 19 voix sur 37 votants.

## Europe

---

**Union européenne.** Le Néerlandais Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, a été investi chef de file des socialistes européens pour les élections de 2019 lors du congrès de Lisbonne. Il tentera de ravir le poste de président à Jean-Claude Juncker.

La Commission européenne a affirmé vouloir réduire la domination du dollar dans les échanges internationaux et renforcer celui de l'euro, notamment dans le secteur de l'énergie. Par conséquent, l'exécutif européen appelle les Etats membres à promouvoir une utilisation plus large de l'euro dans les secteurs stratégiques.

L'Union européenne et la France vont prendre en charge la plus grande partie du financement des 40 projets du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), axés sur la prévention du jihadisme. Le soutien de la France s'élève à 500 M€.

La France et l'Allemagne ont abandonné les projets de l'UE visant à imposer une taxe numérique de grande ampleur aux entreprises du secteur de la technologie, au profit d'une taxe plus étroite sur les ventes publicitaires, et qui exclurait les géants comme Amazon et Apple.

L'Union européenne a temporisé sur de nouvelles sanctions contre Moscou pour permettre une solution politique entre la Russie et l'Ukraine, après l'incident militaire en mer d'Azov fin novembre.

Vice-présidente de la Commission européenne et représentante de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini a annoncé la création, «dans les prochaines semaines», d'un instrument permettant de faciliter les transactions financières entre l'Union européenne et l'Iran.

L'instrument évoqué par Federica Mogherini est un Fonds commun de créances (FCC, plus connu sous l'acronyme anglais SPV) qui permet d'opérer des transactions financières spécifiques. Le FCC est par exemple utilisé pour effectuer de l'optimisation fiscale et des opérations financières dissimulées.

**Angleterre.** Au sein de la majorité, plus d'une centaine de conservateurs s'apprêtaient à voter contre l'accord sur le Brexit. Les alliés unionistes irlandais du gouvernement également, et la grande majorité des travaillistes. Du coup, Theresa May a annoncé le report du vote.

Pour éviter le retour d'une frontière physique entre Irlande du Nord (britannique) et République d'Irlande, l'accord sur le Brexit prévoit en effet de maintenir en dernier ressort le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'Europe, et l'Irlande du Nord alignée sur certaines règles du marché unique. Inacceptable pour les partisans du Brexit et les unionistes irlandais, qui refusent tout traitement différencié de l'île.

Bonne nouvelle. Kate et Meghan ne peuvent pas se saquer. Kate, la femme de William et prétendant direct au trône, a la conscience raciale. En bonne anglaise pur jus, elle a bien

compris l'obsession d'ascension sociale de la négroïde Meghan désormais femme du frère de son mari, le baltringue Harry, l'archétype du mec qui sert à rien.

Le prince William aurait, lui, flairé, dès le début, les ambitions sociales de Meghan et ne l'aurait pas accueillie à bras ouverts dans la famille. En fait, Harry a réussi à pipoliser la famille royale en lui imposant un mariage politiquement droits de l'homme.

**Belgique.** La coalition formée par le parti libéral francophone et trois partis flamands au pouvoir vient de sauter avec le départ de cinq ministres N-VA. Motif : le refus légitime des Flamands de signer le texte de l'ONU sur les migrations. Le Premier ministre, Charles Michel, libéral francophone et proche d'Emmanuel Macron, reste à la tête d'une majorité brinquebalante.

**Bulgarie.** Le gouvernement bulgare a décidé de ne pas adhérer au pacte de l'ONU sur les migrations et de ne pas participer à la conférence intergouvernementale à Marrakech les 10 et 11 décembre.

**Espagne.** Le gouvernement espagnol annonce une augmentation de 22% du salaire minimum (qui passera de 850 à 1050€ brut) pour 2019, soit la hausse la plus importante depuis 1977.

**Kosovo.** Le Parlement du Kosovo vote vendredi 14/12 la création d'une armée, attribut à la souveraineté revendiquée par Pristina, mais motif supplémentaire de tensions avec la Serbie qui ne reconnaît pas l'indépendance de son ex-province. Le problème est ainsi autant politique que lié aux questions de défense du territoire.

**Luxembourg.** Il pourrait devenir le premier pays européen à instaurer la gratuité des transports publics sur l'ensemble de son territoire. Cela concerne les trains, bus et le tram qui roule dans la capitale.

**Pologne.** Interrogé par *le Figaro*, le premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki déclare au sujet de l'Europe : « *Moi, je réclame une Europe des nations et lui [Emmanuel Macron] veut créer des États-Unis d'Europe. Ce projet ne peut mener nulle part, car la démocratie ne l'acceptera pas.* »

Même son projet de budget pour la zone euro sera difficile à faire passer, car il implique des transferts d'argent entre les pays riches comme l'Allemagne ou les Pays-Bas et les pays qui ont des problèmes budgétaires comme l'Italie.

**Russie.** La Russie s'est hissée au deuxième rang des pays producteurs d'armes en 2017 derrière les États-Unis, une place jusque-là occupée par la Grande-Bretagne, selon un rapport de l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm (Sipri). La France conserve la quatrième place avec 5,3% de la production globale.

En quelques mois, la Russie a investi tous azimuts en République centrafricaine, formant 2000 soldats et les aidant à se déployer dans certaines localités reculées du nord, du centre ou du sud-est. Elle y a envoyé 170 instructeurs civils, qui ne sont autres que des mercenaires, étroitement liés à des sociétés minières russes, et avoisinent aujourd'hui les 300 à 400 hommes, selon des sources occidentales.

**Slovaquie.** La Slovaquie vient de signer l'achat de 14 avions de combat américains F16 de la dernière génération (Block 70) pour 1,58 milliard d'euros, ce qui représente le plus grand achat militaire dans l'histoire du pays. Ses voisins tchèques et hongrois ont opté pour les chasseurs suédois Gripen.

**Suède.** La dirigeante du Parti du centre, Annie Lööf, a déclaré lundi 10/12 que sa formation ne soutiendrait pas une reconduction du chef de file des sociaux-démocrates, Stefan Löfven,



au poste de Premier ministre, après l'échec de négociations. La balle revient entre les mains du président du Parlement suédois, qui a quatre essais pour former un exécutif.

## International

---

**Etats-Unis.** La nomination de Heather Nauert comme ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU marque incontestablement le désintérêt que porte Trump à l'organisation, temple du multilatéralisme à ses yeux. Heather Nauert est une simple journaliste qui n'a rien de l'expérience politique de son prédécesseur, Nikky Haley, ex gouverneur de caroline du Sud.

Rex Tillerson, ex-secrétaire d'Etat, n'est pas tendre avec son ancien patron, Donald Trump, déclarant avoir eu du mal « *à travailler pour un homme (...) qui n'aime pas lire, qui ne lit pas les rapports, qui n'aime pas aller dans le détail dans de nombreux domaines* ». Réponse de Trump, « *il n'avait pas les capacités mentales requises* », il était de surcroît « *feignant comme une couleuvre* ».

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint un niveau inédit en dix ans au mois d'octobre, sous l'effet combiné d'importations record et d'une baisse des exportations et ce malgré les taxes douanières punitives imposées par l'administration Trump aux partenaires commerciaux américains.

Celui avec l'Union européenne a atteint 15,05 milliards, soit une augmentation de 6 %. De quoi irriter le président qui exige de l'Europe d'ouvrir davantage son marché aux produits américains.

Les Etats-Unis vont plaider pour « *mettre fin* » aux missions de l'ONU en Afrique qui ne favorisent pas « *une paix durable* », a prévenu le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton. Il a plus largement affirmé que l'aide économique américaine serait revue pour faire en sorte qu'elle apporte des résultats.

# L'introuvable démocratie des « gilets jaunes »

Par Jean-Marc Vittori \*

---

Avec les « gilets jaunes », la démocratie est en question. Ce n'est pas que les « GJ » veulent l'abattre ou la confisquer. C'est tout simplement qu'ils en veulent une autre (du moins la grande majorité d'entre eux, pas les manipulateurs des extrêmes qui rêvent au grand soir). Leur mouvement rejoint ici une lame de fond qui se retrouve dans d'autres pays sous d'autres formes.

Tout est parti d'une révolte contre la hausse des taxes sur le gazole. Est venue ensuite la revendication d'impôts moins lourds et plus justes. Puis l'expression d'une haine du président de la République, Emmanuel Macron. Or, le contrôle de la recette publique est au fondement même de la démocratie, avec un jeu mouvant entre les gouvernants et le peuple autour de l'impôt. Pas la démocratie en général ou la démocratie athénienne, mais la démocratie représentative bâtie en Europe depuis des siècles. Il faut bien sûr être prudent. Le mouvement des « gilets jaunes » est difficile à saisir. Ceux que l'on entend dans la rue et sur les plateaux des médias réclament tout et son contraire. Les catalogues de réclamations circulant sur les réseaux sociaux n'ont pas le moindre souci de cohérence. L'émotionnel l'emporte sur la logique. Et chaque commentateur plaque ses a priori sur cette réalité impalpable. Mais il semble bien que la question fiscale y joue un rôle majeur. Tout comme la contestation des élites – politiques, économiques, médiatiques.

## **Pouvoir fiscal**

Pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui, il est donc éclairant de remonter dans le passé, voir comment s'est organisée la relation entre le pouvoir et l'argent, entre le roi et l'impôt. Cette histoire-là commence en Angleterre au XIII<sup>e</sup> siècle, avec la signature par Jean sans Terre d'une charte. Les nobles en ont marre des impôts prélevés par ce roi qui les taxe à volonté après ses défaites militaires en France. Ils lui imposent la Magna Carta, créant un Conseil de 25 barons chargé d'encadrer le pouvoir fiscal du monarque. Le but est de limiter la puissance d'un homme seul par un pouvoir collégial.

La dépense publique augmente cependant au fil des siècles, pour cause de révolutions militaires. L'armée de métier émerge, la poudre rapportée de Chine sert à construire des armes à feu plus efficaces mais plus coûteuses que les épées d'antan, et il faut construire en face des forteresses à la Vauban pour résister aux boulets.

Comme il faut de plus en plus d'argent et donc d'impôts, il faut légitimer les prélèvements. Le Conseil devient peu à peu Parlement. En 1689, la Glorieuse Révolution anglaise engendre la Déclaration des droits qui renforce le Parlement. Lui seul peut créer des impôts et ses membres sont désormais élus (au suffrage censitaire).

En France, le roi garde les rênes. Mais début 1789, après de trop maigres récoltes, Louis XVI convoque les Etats généraux pour légitimer des hausses d'impôts : « *Nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances.* » La Révolution commence. Le roi en perd la tête et la France prend à son tour une route sinueuse vers la démocratie parlementaire.

Cette forme de démocratie s'épanouit au XIX<sup>e</sup> siècle et triomphe au XX<sup>e</sup>. Le corps électoral s'élargit peu à peu (en France, il faudra attendre 1946 pour que les femmes votent). Cet élargissement s'accompagne d'une forte poussée de la dépense publique qui,

de militaire au départ, devient administrative et sociale. Les électeurs élisent leurs députés au suffrage universel, pour représenter officiellement non pas leur circonscription mais la nation. Dans un pays encore très rural, les électeurs choisissaient le plus souvent leurs députés dans la mince frange de la population qualifiée. Les paysans élisent des professeurs, des avocats, des industriels non parce qu'ils leur ressemblent, mais parce qu'ils portent leurs idées ou leurs intérêts.

### **Eloignés de la moyenne**

Mais cette forme de démocratie est aujourd'hui récusée. Les députés sont les personnalités politiques en lesquelles les Français ont le moins confiance. Dans un pays de mieux en mieux formé, ils n'ont plus le monopole de l'expertise. Dans un pays de plus en plus diversifié, ils s'éloignent fatalement de la moyenne. Et ils ne maîtrisent plus les finances publiques, à l'origine de l'institution parlementaire. Leur pouvoir sur le budget est devenu marginal.

Le président de la République est encore plus contesté. Si les Français aiment en élire un, ils adorent ensuite le haïr. Emmanuel Macron atteint ici des sommets. François Hollande comme Nicolas Sarkozy furent aussi profondément rejetés. Et si Jacques Chirac le fut moins, c'est seulement parce qu'il incarna l'inaction à la perfection.

Les « gilets jaunes » s'inscrivent très exactement dans cette remise en cause de la démocratie représentative. Ils rejettent avec autant de vigueur les impôts et les élus. Ils veulent une autre forme de démocratie. Mais la confusion est grande. La rue n'est pas la foule, qui n'est pas la majorité, qui n'est pas le peuple. Dans son incapacité à désigner des interlocuteurs du gouvernement, le mouvement des « gilets jaunes » montre toute la difficulté de trouver une autre voie. La démocratie directe n'est pour l'instant qu'un rêve. Jean-Jacques Rousseau nous avait prévenus : « *Il n'y a pas de gouvernement si sujet aux guerres civiles et aux agitations intestines* » (cité par l'historien Jacques de Saint Victor dans *Le Figaro*). Internet n'y change pas grand-chose. La démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle reste à inventer.

*Source* : les Echos 11/12 – (\*) Jean-Marc Vittori est éditorialiste

## Sites à consulter

---

[TéléLibertés...](#)

[l'intervention de Macron](#)

[les gilets jaunes ont gagné...par Alain de Benoist](#)

[drôle : ce que proposait Ceausescu le 21/12 1989... du Macron avant l'heure](#)

[quand Catherine Deneuve tarte ce trou duc de Laurent Delahousse](#)

[gilets jaunes, une émission spéciale de RT France](#)

[l'attentat de Strasbourg... bizarre..bizarre par Xavier Raufer](#)

## Journée de lecture

---

**Racination, par Rémi Soulié, Ed. Pierre-Guillaume de Roux, 216 p., 23 €**

Cet Aveyronnais de naissance nous rappelle, sur un mode poétique et non doctrinal, l'importance de l'enracinement pour l'âme humaine. À ses yeux, la « racination » ancre l'homme dans une immanence à la fois spirituelle et charnelle en même temps qu'elle maintient en lui l'idée d'héritage et de tradition.

**Droit de la gouvernance de l'Union européenne – Institutions et ordre juridique, par Armel Pécheul et Christophe Baudouin, Libres d'écrire Ed., 704 p., 29 €**

L'Union européenne est devenue la première source du droit dans chacun de ses États membres. Ce droit de l'intégration n'est pas un droit extérieur : il pénètre, subordonne et recompose entièrement les ordres juridiques nationaux. Ce n'est pas non plus un droit spécial : il est fusionnel, transversal et global, remodelant toutes les disciplines, publiques et privées, nationales et internationales. Pour spécialiste.